



Monsieur Gérald DARMANIN  
 Ministre de l'Intérieur  
 Place Beauvau  
 75800 PARIS CEDEX 08

Pont-à-Mousson, le 12 janvier 2021,

Objet : CSP de Longwy-Villerupt

Monsieur le Ministre,

Le 12 octobre dernier, votre cabinet a reçu au Ministère de l'Intérieur notre délégation d'élus de Meurthe-et-Moselle afin d'aborder la situation difficile que vit la circonscription de police de Longwy-Villerupt. À l'issue de cet entretien, il avait été entendu que le commissariat de Police de Villerupt serait maintenu, qu'un investissement serait réalisé pour la réfection des locaux du commissariat et qu'au moins deux titulaires seraient affectés à cette circonscription lors des sorties d'école en décembre.

Aux côtés des maires de Longwy, Mont-Saint-Martin et Villerupt, j'ai été reçu le 14 décembre par le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur Laurent Tarasco et par le Commissaire Vincent Le Borgne. Notre grande déception commune est à la mesure des attentes et des enjeux. En effet, aucun fonctionnaire de police n'a été affecté au sein de la CSP de Longwy-Villerupt, en dehors de quelques adjoints de sécurité, pour lesquels rien ne garantit qu'ils seront toujours en poste l'an prochain. Unique point positif, le commissariat de police de Villerupt demeure toujours actif. Pire, un poste d'officier a été supprimé au sein de la brigade de sureté urbaine à la suite d'un départ, alors qu'il apparaît indispensable d'ouvrir des postes et d'affecter des titulaires en sortie d'école.

J'ai souhaité constater de visu la situation préoccupante de ce territoire et ai pu accompagner une patrouille comme « observateur », comme en témoigne le récit ci-joint. La délinquance et l'insécurité sont au rendez-vous et les agents, bien que motivés, sont en nombre insuffisants sur cette brigade étendue sur 20 km de diamètre.

La publication du Livre Blanc sur la sécurité intérieure, n'a fait que confirmer l'implication grandissante des municipalités et des forces privées de sécurité dans la stratégie du gouvernement. Ce qui peut constituer « un continuum » de la sécurité ne présente pour l'heure aucune proposition concrète de financement pour les collectivités. Cette inaction, en espérant l'intervention des collectivités, n'est pas souhaitable et ce n'est pas acceptable. Il s'agit bien de votre compétence régaliennne et de la sécurité de nos concitoyens

Aussi, je vous demande d'agir sans délai pour ce territoire frontalier aux enjeux spécifiques. Les fonctionnaires de police ont besoin de s'y sentir soutenus pour assurer leur essentielle mission. Les engagements pris le 12 octobre ont levé un espoir qui ne peut être déçu.

Vous pouvez compter sur ma détermination et mon opiniâtreté. Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, en ma cordialité Républicaine,

Olivier JACQUIN

OLIVIER JACQUIN

SENATEUR DE  
 MEURTHE-ET-MOSELLE

COMMISSION DE  
 L'AMENAGEMENT DU  
 TERRITOIRE ET DU  
 DEVELOPPEMENT  
 DURABLE

MEMBRE DE LA  
 DELEGATION  
 SENATORIALE A LA  
 PROSPECTIVE